

Gestionnaire comptable et financier

RNCP36410 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Code(s) NSF	314, 313
Formacode(s)	32667, 32626, 32652
Code(s) ROME	M1207, M1202, M1204, M1203
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	25/04/2022
Date d'échéance	25/04/2024

Certificateur(s)

LA COMPAGNIE DE FORMATION - DIRECTION NATIONALE PIGIER · SIRET : 32922456200812

LA COMPAGNIE DE FORMATION - PIGIER · SIRET : 32922456200093

Partenaires habilités

43 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 43 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
AFTEC	35119111900160	Former et organiser l'évaluation
AFTEC	35119111900285	Former et organiser l'évaluation
AFTEC	35119111900301	Former et organiser l'évaluation
AFTEC - MY DIGITAL SCHOOL - MBWAY - IPAC BACHELOR	35119111900335	Former et organiser l'évaluation
ASSO COMPTABLES METIERS ET PROFESSIONS	44466419700035	Former et organiser l'évaluation
ASSO COMPTABLES METIERS ET PROFESSIONS	44466419700050	Former et organiser l'évaluation
ASSO COMPTABLES METIERS ET PROFESSIONS	44466419700068	Former et organiser l'évaluation
ASSO COMPTABLES METIERS ET PROFESSIONS	44466419700076	Former et organiser l'évaluation
ASSO COMPTABLES METIERS ET PROFESSIONS	44466419700084	Former et organiser l'évaluation
BL FORMATION	78937972400030	Former et organiser l'évaluation

Liste complète des 43 partenaires habilités : <https://data.aktaconseil.fr/certifications/rncp36410-gestionnaire-comptable-et-financier/partenaires>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Au sein d'une TPE, le gestionnaire comptable et financier est le comptable unique avec des missions étendues. Il intervient sur des domaines connexes : gestion de la trésorerie, prévisions budgétaires, analyse financière, comptabilité analytique, diagnostic du système d'information et conduite du changement, etc.

Au sein d'un service comptable de PME, sous la direction du directeur administratif et financier, ses missions peuvent être spécialisées, comme le traitement et le contrôle de la comptabilité pour les opérations de ventes, d'encaissement

et de recouvrement.

Au sein d'un cabinet, le gestionnaire comptable et financier gère de manière autonome un portefeuille d'entreprises clientes pour lesquelles il assure le suivi comptable, fiscal et social. Il intervient pour des structures diversifiées du fait de leur statut juridique, leur taille et leur environnement économique.

ACTIVITÉS VISÉES

Organisation et contrôle de la saisie de l'information comptable

Établissement des déclarations fiscales et sociales, périodiques et annuelles

Amélioration continue des procédures comptables

Contrôle et suivi des opérations de trésorerie

Surveillance des évolutions du secteur et de l'activité et compréhension du business model

Mise en place et analyse des outils de contrôle de gestion de l'organisme

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Superviser l'ensemble des opérations de comptabilité générale jusqu'au bilan

Mettre en place une procédure de collecte et de traitement des documents supports pour organiser, avec l'équipe, la saisie des pièces comptables dans un logiciel adapté (type ERP) afin de gagner du temps et de limiter le risque d'erreur lors de l'établissement du bilan comptable.

Contrôler les différentes phases des travaux d'inventaire réalisées par les personnes dédiées s'appuyant sur ses connaissances en comptabilité générale pour ajuster la comptabilité afin d'établir les comptes annuels à la clôture d'un exercice.

Vérifier l'exactitude des écritures saisies par le/la comptable ou les assistants en contrôlant la qualité et la cohérence des données saisies pour préparer les états financiers afin de donner une image fidèle du patrimoine de l'entreprise et de son résultat.

Établir les documents fiscaux et comptables légaux (bilan et le compte de résultat et annexe) en complétant la liasse fiscale conforme au régime de l'entreprise (simplifié ou normal) pour soumettre les états financiers de l'entreprise sur les plateformes en lignes en vue de répondre aux obligations légales

Mettre en place une veille réglementaire et juridique permettant de détecter les évolutions réglementaires comptables et financières afin de transmettre les informations à l'équipe et/ou de faire les adaptations nécessaires éventuelles.

Procéder à un audit comptable régulier pour s'assurer que l'enregistrement des transactions est complet et valide afin d'effectuer ou de faire effectuer les modifications nécessaires

Coordonner l'activité des équipes d'un service comptable pour élaborer, interpréter et diffuser des informations fiables à l'aide d'un outil collaboratif.

Mettre en œuvre une démarche de contrôle interne de suivi de la trésorerie

Autoévaluer la performance de la trésorerie en calculant et en interprétant les indicateurs pour vérifier l'équilibre et la stabilité financière de la structure dans le respect des bonnes pratiques en vue d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Cartographier les différents risques sur les opérations de trésorerie et les moyens de paiement en évaluant leur impact pour mettre en place, avec la direction, les mesures de maîtrise des risques les plus appropriées.

Organiser les délégations de pouvoirs bancaires en analysant le contexte d'entreprise et les enjeux en matière de responsabilité civile et pénale pour offrir une souplesse de gestion et sécuriser le dirigeant dans le respect des réglementations.

Mettre en œuvre les procédures dématérialisées de contrôle des risques de trésorerie et de la délégation des pouvoirs bancaires pour sécuriser l'organisation et les systèmes d'information dans le respect de la stratégie d'entreprise et de la réglementation.

Suivre les flux d'encaissement et de décaissement très régulièrement en construisant un tableau de trésorerie à l'aide d'un tableur, d'un CRM ou d'une balance âgée pour mesurer avec précision les écarts entre le réel et le prévisionnel afin d'alerter la direction et mettre en place des actions correctrices adaptées.

Contribuer au contrôle de gestion de l'entreprise

Identifier les évolutions du contexte d'activité de l'organisation en réalisant des études projectives économiques et financières nationales et internationales pour contribuer à l'élaboration des prévisions de l'activité sur 3 ou 5 ans afin de permettre à la direction générale une prise de décision stratégique argumentée.

Analyser la création de valeur de chaque activité en calculant les coûts, les marges et les différents ratios pour mesurer la rentabilité de l'organisation dans son ensemble et les conditions de viabilité de son business model

Optimiser la procédure de collecte des informations auprès des directions opérationnelles (vérification, réduction des délais de remontée, etc.) pour fiabiliser la remontée des informations comptables, financières et extra-financières en vue de leur consolidation.

Mettre en place des outils de reporting, destinés aux différentes directions opérationnelles, en définissant les indicateurs de contrôle financiers et ESG (critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) pour piloter l'activité dans un cadre de gestion complexe et dans le respect des procédures mises en place.

Analyser les reportings au sein d'une synthèse en comparant les données prévisionnelles avec les données réelles pour identifier et expliquer les écarts afin de rendre compte à la direction des performances et des risques des différentes activités.

Blocs de compétences

RNCP36410BC01 — Superviser l'ensemble des opérations de comptabilité générale jusqu'au bilan

LISTE DE COMPÉTENCES

Mettre en place une procédure de collecte et de traitement des documents supports pour organiser, avec l'équipe, la saisie des pièces comptables dans un logiciel adapté (type ERP) afin de gagner du temps et de limiter le risque d'erreur lors de l'établissement du bilan comptable.

Contrôler les différentes phases des travaux d'inventaire réalisées par les personnes dédiées s'appuyant sur ses connaissances en comptabilité générale pour ajuster la comptabilité afin d'établir les comptes annuels à la clôture d'un exercice.

Vérifier l'exactitude des écritures saisies par le/la comptable ou les assistant.e.s en contrôlant la qualité et la cohérence des données saisies pour préparer les états financiers afin de donner une image fidèle du patrimoine de l'entreprise et de son résultat.

Établir

les

documents

fiscaux

et comptables légaux (bilan et le compte de résultat et annexe) en complétant la liasse fiscale conforme au régime de l'entreprise (simplifié ou normal) pour soumettre les états financiers de l'entreprise sur les plateformes en lignes en vue de répondre aux obligations légales.

Mettre en place une veille réglementaire et juridique permettant de détecter les évolutions réglementaires comptables et financières afin de transmettre les informations à l'équipe et/ou de faire les adaptations nécessaires éventuelles.

Procéder à un audit comptable régulier pour s'assurer que l'enregistrement des transactions est complet et valide afin d'effectuer ou de faire effectuer les modifications nécessaires.

Coordonner l'activité des équipes d'un service comptable pour élaborer, interpréter et diffuser des informations fiables à l'aide d'un outil collaboratif.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle individuelle écrite reconstituée en centre de formation. A partir d'un corpus de documents présentant le contexte et l'activité fictifs d'une entreprise, le/la candidat.e propose : une analyse des procédures de traitement de l'information comptable et des préconisations d'amélioration ; le montage du bilan et du compte de résultat à partir de la balance générale de l'exercice clos ; une vérification de la comptabilité générale ; la réalisation des documents financiers obligatoires ; la mise en place d'un système de veille ; l'élaboration d'un diagnostic financier et son analyse ; la mise en place d'un outil collaboratif à développer au sein de l'équipe comptable et administrative.

RNCP36410BC02 — Mettre en œuvre une démarche de contrôle interne de suivi de la trésorerie

LISTE DE COMPÉTENCES

Autoévaluer la performance de la trésorerie en calculant et en interprétant les indicateurs pour vérifier l'équilibre et la stabilité financière de la structure dans le respect des bonnes pratiques en vue d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Cartographier les différents risques sur les opérations de trésorerie et les moyens de paiement en évaluant leur impact pour mettre en place, avec la direction, les mesures de maîtrise des risques les plus appropriées.

Organiser les délégations de pouvoirs bancaires en analysant le contexte d'entreprise et les enjeux en matière de responsabilité civile et pénale pour offrir une souplesse de gestion et sécuriser le dirigeant dans le respect des réglementations.

Mettre en œuvre les procédures dématérialisées de contrôle des risques de trésorerie et de la délégation des pouvoirs bancaires pour sécuriser l'organisation et les systèmes d'information dans le respect de la stratégie d'entreprise et de la réglementation.

Suivre les flux d'encaissement et de décaissement très régulièrement en construisant un tableau de trésorerie à l'aide d'un tableur, d'un CRM ou d'une balance âgée pour mesurer avec précision les écarts entre le réel et le prévisionnel afin d'alerter la direction et mettre en place des actions correctrices adaptées.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Production écrite individuelle à la suite d'une situation professionnelle réelle en entreprise. Le candidat fournit une production écrite comprenant : la présentation succincte de la structure ; le calcul et l'analyse des différents indicateurs de trésorerie ; et d'investissements ; la cartographie des risques sur les opérations de trésorerie et les moyens de paiement et un plan d'actions ; une sélection d'indicateurs adaptée au contexte de l'entreprise et l'élaboration d'un outil de pilotage du contrôle de gestion ; l'élaboration d'un tableau de trésorerie à l'aide d'une balance âgée recensant l'ensemble des informations nécessaires. Le/la candidat.e soutient oralement son écrit en français et en anglais devant un jury composé d'un.e représentant.e du certificateur et d'un.e représentant.e du métier visé.

RNCP36410BC03 — Contribuer au contrôle de gestion de l'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier les évolutions du contexte d'activité de l'organisation en réalisant des études projectives économiques et financières nationales et internationales pour contribuer à l'élaboration des prévisions de l'activité sur 3 ou 5 ans afin de permettre à la direction générale une prise de décision stratégique argumentée.

Analyser la création de valeur de chaque activité en calculant les coûts, les marges et les différents ratios pour mesurer la rentabilité de l'organisation dans son ensemble et les conditions de viabilité de son business model.

Optimiser la procédure de collecte des informations auprès des directions opérationnelles (vérification, réduction des délais de remontée, etc.) pour fiabiliser la remontée des informations comptables, financières et extra-financières en vue de leur consolidation.

Mettre en place des outils de reporting, destinés aux différentes directions opérationnelles, en définissant les indicateurs de contrôle financiers et ESG (critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) pour piloter l'activité dans un cadre de gestion complexe et dans le respect des procédures mises en place.

Analyser les reportings au sein d'une synthèse en comparant les données prévisionnelles avec les données réelles pour identifier et expliquer les écarts afin de rendre compte à la direction des performances et des risques des différentes activités.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mises en situations professionnelles écrites reconstituées sur la base d'un corpus de documents décrivant différents contextes d'organismes fictifs. Le/la candidat.e, après identification et analyse des différents contextes et à l'aide d'un outil informatique : réalise une analyse financière approfondie des différents cas ; calcule et interprète l'ensemble des coûts permettant la mesure de la rentabilité de l'organisation et la préparation du budget ; conçoit un tableau de bord comptable et financier ; sélectionne les indicateurs de contrôle financiers et les critères ESG et conçoit un tableau de bord permettant un reporting fiable et rapide ; analyse les différents reportings mettant en évidence les écarts constatés.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Tous les secteurs d'activités économiques ainsi que toutes les formes d'organisation (entreprises privées ou publiques, cabinets d'expertise comptable, d'audit et de conseil, associations...)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Collaborateur comptable au sein des cabinets d'expertise-comptable

Comptable général / unique / clients / fournisseurs

Consultant comptable

Contrôleur de gestion

Gestionnaire comptable et financier

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très élevée (5/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 699 €
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité · tension 4/5 (Élevée) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	24 883
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	3 %
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Etre titulaire d'un niveau 5 à minima

Dérogation possible par la validation des acquis pédagogiques, professionnels et personnels

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

3 professionnels du secteur d'activité

3 représentants de l'autorité de certification

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 047 €
Selon la branche	6 000 € – 7 448 €
Prise en charge	Branches concernées
7 047 €	Valeur par défaut · 182 branches
7 365 €	CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine, CPNE de l'immobilier, CPNE de l'édition de livres, de l'édition phonographique et de l'édition de musique, CPNE des Télécoms, CPNEFP ICGV entreprises de la viande
7 448 €	CPNE de la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial et du thermalisme, CPNE industries alimentaires diverses, CPNEFP Import-Export, CPNEFP Mutualité, CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat

7 369 €	CPNE Travail Temporaire, CPNEF de la Branche des organismes de formation, CPNEFP des commerces de gros
7 000 €	CPNE Branche Caoutchouc, CPNE chimie
7 445 €	CPNEFP de la branche de la promotion immobilière
7 391 €	CPNEF de l'audiovisuel
7 381 €	CPNEFP Sports Loisirs
7 326 €	CPNEF de la Publicité
7 322 €	CPNE de la branche des experts comptables et commissaires aux comptes
7 096 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
6 500 €	CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire
6 300 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil
6 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date de décision	25/04/2022
Durée de l'enregistrement	2 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	25/04/2024

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2021	182	0	91 %	—
2020	28	1	92 %	—

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP30722

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP39973

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.pigier.com/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/36410/>

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	6
Parcours menés à terme	4
Taux d'achèvement	67 %

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	6
Montant total engagé	33 046 €
Coût moyen par dossier	5 508 €
Durée moyenne	630 h
Période	11/2022 – 08/2023
France compétences	56 %
Reste à charge titulaire	20 %
France Travail	13 %
Régions	12 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.